

Transition et politique de la ville



**Capitalisation du
cycle de webinaires
et outils**



**ORS • CREA
NORMANDIE**

CENTRE RESSOURCES SANTÉ, VULNÉRABILITÉS
& POLITIQUE DE LA VILLE

Transition écologique, Quartiers prioritaires



L'ancien ministre délégué chargé de la ville Olivier Klein dans son courrier de mai 2023 a demandé aux acteurs de terrain d'intégrer la transition écologique comme un des axes structurants des nouveaux contrats de ville, demande réitérée en août dans l'instruction de la Secrétaire d'Etat à la ville Sabrina Agresti-Roubache et au Comité interministériel des villes d'octobre 2023.

La transition écologique déjà travaillée çà et là dans les quartiers prioritaires mais jusqu'à présent jamais formalisée comme axe des contrats de ville, suscite des questions sur la manière de l'intégrer comme point structurant des contrats de ville, par les acteurs de terrain, par l'Etat et par notre propre structure.

Pour aborder ce nouveau sujet, l'ORS-CREAI Normandie, centre de ressources sur la santé, les vulnérabilités et la politique de la ville, a mené une enquête auprès de plusieurs techniciens des collectivités, en première ligne sur la construction des futurs contrats de ville. Cette enquête a pour objet de mieux connaître les actions déjà en cours à ce sujet, de connaître les stratégies sur l'intégration de cet enjeu, et les connexions entre le monde de la politique de la ville et du développement durable.

En juin et septembre 2023, nous avons organisé deux webinaires autour de la transition écologique et de la politique de la ville. Le premier était l'occasion de restituer cette enquête, et d'inviter la Région Normandie à présenter les

travaux du *Giec normand*, un collectif de chercheurs qui a notamment mené un travail prospectif pour modéliser la situation en Normandie à l'horizon 2100, en fonction de scénarios plus ou moins optimistes sur le réchauffement climatique.

Le second webinaire de septembre était centré autour de ressources et de présentation d'actions, ces actions feront l'objet de fiches d'expériences dans un second temps.

Cette capitalisation vous propose de revenir sur les grands points de ces deux webinaires, et de présenter quelques outils en fin de document que nous espérons utiles pour les acteurs de la politique de la ville, dans l'appropriation de ces enjeux primordiaux.

Sommaire



PREMIÈRES CLÉS DE COMPRÉHENSION

P.04.....Transition écologique et politique de la ville – les chiffres clés

P.06.....Pourquoi parler de transition écologique dans les quartiers prioritaires ?

QUELS ENJEUX DE TRANSITION POUR LES QUARTIERS ?

P.08.....La Normandie en 2100, les prévisions du GIEC normand

P.10.....Les enjeux vus par les acteurs

QUELS PARTENAIRES ET QUELLES RESSOURCES ?

P.13.....L'Agence normande de la biodiversité et du développement durable

P.14.....Quelques ressources disponibles

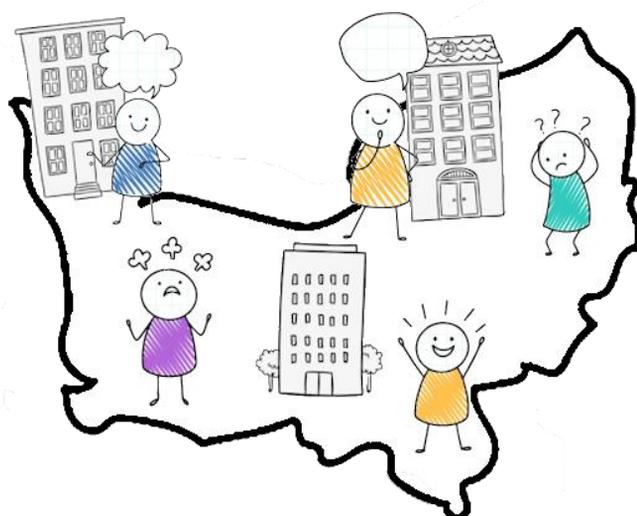
Transition écologique, Quartiers prioritaires

Les chiffres clés

Il est difficile d'obtenir à ce jour des données à l'échelle du quartier sur le développement durable, mais des indicateurs quartiers à échelle nationale et régionale peuvent nous éclairer sur la situation vécue ou ressentie par les publics les plus précaires, et la capacité d'adaptation des territoires face aux changements climatiques à venir

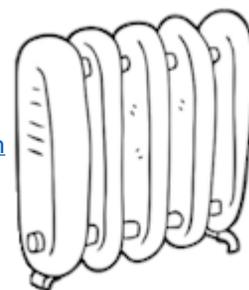


De 1980 à 2010, la température a augmenté de l'ordre de **+0,6 à +0,8°C**, et pourrait augmenter à **+3,5°C** d'ici la fin du siècle en l'absence d'une politique climatique pertinente ([Changement climatique et aléas météorologique, Giec normand 2023](#))



La Normandie est la **5^{ème} région aux sols les plus artificialisés**, et est même **3^{ème} pour le rythme d'artificialisation** des sols, rapporté à l'évolution de sa population (2009-2018, [DREAL](#))

Il y a plus de logements économes en Normandie (19%) par rapport à la moyenne nationale (17%), et plus de ménages en situation de précarité énergétique (17% vs 14,7%) ([La vulnérabilité énergétique touche un ménage normand sur six, Insee 2019](#))



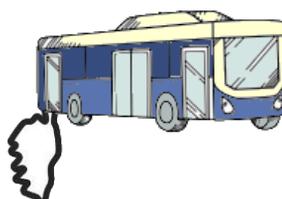
En 2022, Harris Interactive a réalisé pour l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) une enquête sur le ressenti des habitants sur leur quartier. Comparant des chiffres dans et hors QPV, cette enquête aborde l'image globale des quartiers, le cadre de vie, le vécu de la crise sanitaire et des confinements, et la crise et la consommation énergétique. Voici ici quelques éléments éclairants ([enquête Les français dans leur quartier, Harris interactive 2022](#))



Des **espaces verts** jugés plutôt suffisants en QPV (68%)



Les habitants considèrent l'**air** comme **plus polluée** en QPV (61%) qu'hors QPV (77%)



Les habitants en QPV estiment leur quartier plus **accessible aux transports en commun** (80% contre 65%)

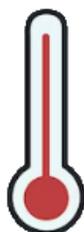
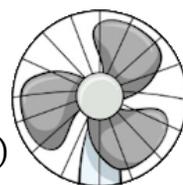


Le **logement** est la première des priorités pour les habitants des QPV – la quatrième hors QPV.

82% des habitants en QPV déclarent avoir accès à des **produits alimentaires de bonne qualité** (88% hors QPV)



39% des habitants en QPV déclarent avoir des problèmes **d'humidité et d'aération dans leur logement** (22% hors QPV)



76% des habitants en QPV déclarent souffrir de la **chaleur** en été (70% hors QPV), et 62% déclarent avoir des difficultés à trouver un **îlot de fraîcheur** (48% hors QPV, soit l'un des écarts les plus grands dans les chiffres retenus)

Pourquoi parler de transition écologique dans les quartiers prioritaires ?



La transition écologique est aujourd'hui l'un des enjeux majeurs de notre époque. Elle vise à repenser notre mode de vie, de production et de consommation pour préserver notre planète et garantir un avenir durable aux générations futures. Cependant, cette transition ne peut être véritablement réussie que si elle est inclusive et englobe toutes les strates de la société. Lier la transition écologique aux quartiers défavorisés en France est une démarche à la fois éthique et pragmatique, répondant à des impératifs sociaux, environnementaux et économiques.

Si la loi Lamy qui fonde la politique de la ville depuis 2014 se dotait déjà comme objectif de « promouvoir le développement équilibré des territoires, la ville durable, le droit à un environnement sain et de qualité et la lutte contre la précarité énergétique », la transition écologique demeure un sujet qui n'a pas fait l'objet de priorité dans les quartiers prioritaires. Pourtant, la transition écologique et la lutte contre les inégalités sociales et territoriales poursuivent un même but de changement vers une société durable et juste, par la mobilisation de politiques volontaristes et l'accompagnement aux changements de pratiques de toutes les composantes de la société.

Cette jonction entre développement durable et développement social prend enfin plus de corps avec la volonté du

Gouvernement de lier la transition écologique aux nouveaux contrats de ville 2024-2030, mais aussi de créer des connexions entre la politique de la ville et d'autres politiques contractuelles comme les Contrats de relance et de transition écologique (CRTE) et le pacte des solidarités, qui comporte désormais un volet transition écologique.

Et de fait, ce lien a été maintes fois démontré : à échelle individuelle, s'adapter aux conséquences du changement climatique demande des moyens (rénovation énergétique, prix de plus en plus volatiles des denrées alimentaires, des biens manufacturés, de l'énergie – en 2021, 25% des ménages français déclarent être en difficulté pour payer leurs factures en 2021 – [ONPE, 2022](#)), à échelle collective, cela demande des investissements massifs.





Or les populations les plus précaires auront une marge d'adaptation plus limitée, alors même qu'ils contribuent le moins aux changements climatiques, d'où l'expression de « sobriété subie », paraphrase de la pauvreté mais qui a le mérite de pointer leur plus faible contribution à ces bouleversements par un accès entravé aux biens et services. Concernant les investissements publics, l'investissement dans la rénovation énergétique des logements peine toujours ([ANRU, 2023](#)), les quartiers se verdissent progressivement mais demeurent des zones plutôt minérales avec peu de zones de fraîcheur, et ces zones urbaines périphériques demeurent encore largement tributaires des voitures et transports en commun pour atteindre les services et emplois souvent à l'extérieur des quartiers prioritaires.

Pour autant la politique de la ville est un cadre d'expérimentations, où des actions de solidarité et de développement durable sont déjà menées depuis plusieurs années (ateliers de réparation, mobilités solidaires, rénovation dans les NPNRU, réemploi, jardins partagés etc.).

La loi Lamy a imposé l'obligation de participation des habitants dans les directions des contrats de ville 2014-2022, et si cette obligation peine encore à s'imposer partout en quartiers prioritaires, du point de vue législatif, les politiques environnementales et les politiques de participation sont fortement liées, et l'offre de participation a été renforcée et diversifiée ces dernières années.

Si en politique de la ville tout comme en transition écologique, le risque d'une participation en trompe l'œil destinée à faire accepter un projet plutôt qu'à le coconstruire persiste, les actions entreprises dans les quartiers prioritaires ont testé des méthodes de participation intéressante pour le développement durable des quartiers (diagnostics en marchant, conseils citoyens, table de quartiers...).

Pour aller plus loin

[Analyse croisée des actions conduites par les CRPV et initiatives repérées \(2021\)](#)

[Guide ANCT sur l'ESS dans les quartiers prioritaires \(2023\)](#)



QUELS ENJEUX DE TRANSITION POUR LES QUARTIERS ?



Le climat en Normandie en 2100

Quelle Normandie à la fin du siècle ? Quel sera son climat, son trait de côte, sa pluviométrie dans 80 ans ? C'est ce à quoi travaille le Giec normand, réseau constitué d'experts normands, dont la Région Normandie nous a présenté une synthèse lors d'un webinaire organisé par l'ORS-CREAI Normandie le 21 juin 2023.

Ces travaux d'anticipation reposent sur deux scénarios plus ou moins optimistes : une hausse des températures de 1,1°C d'ici 2100, fruit d'une politique climatique immédiate, ou une hausse de 3,3°C sans politique climatique. Malheureusement, le scénario pessimiste, résultant de la continuation des émissions actuelles de CO2, apparaît comme le plus probable.

Ce scénario pessimiste engendrerait des conséquences significatives. Les rendements agricoles subiraient des contraintes hydriques et thermiques, le littoral serait exposé à des inondations et

à un retrait du trait de côte, la population serait confrontée à des vagues de chaleur, et la biodiversité serait menacée par des changements environnementaux auxquels de nombreuses espèces ne pourraient s'adapter.

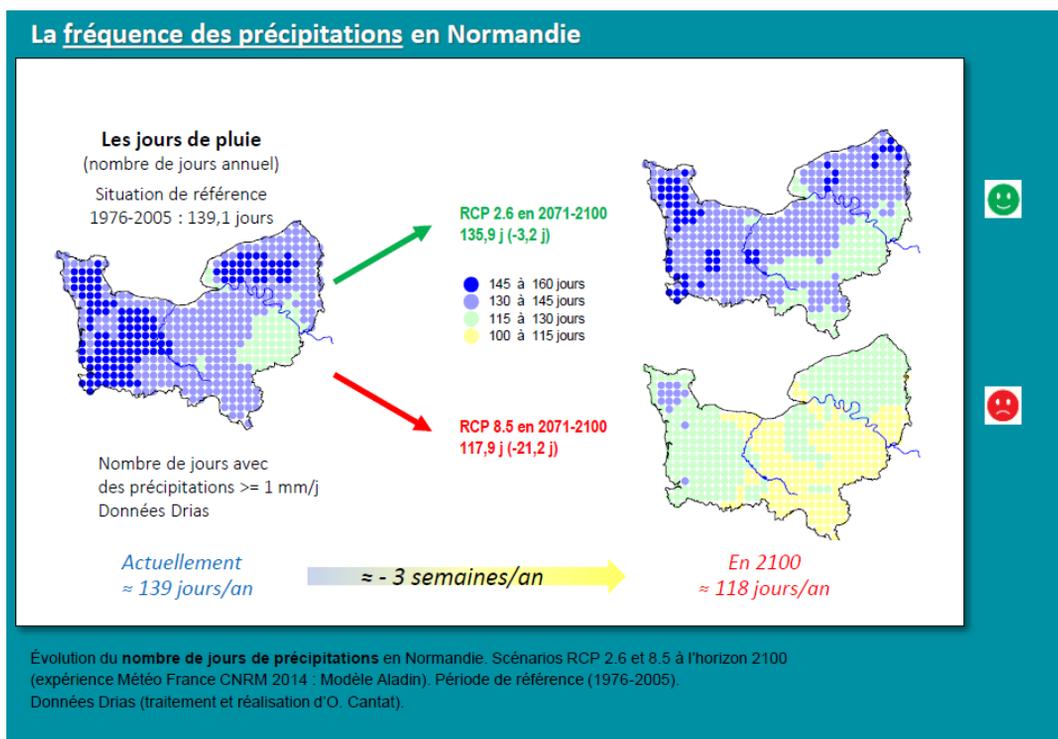
En outre, le scénario pessimiste aurait des répercussions sur le système économique, entraînant une volatilité des prix, des coûts élevés d'adaptation, et des défis pour le secteur des assurances. Les températures de l'air connaîtraient une hausse plus marquée en Normandie continentale par rapport à la côte, avec une augmentation pouvant atteindre 5 degrés à mesure que l'on se rapproche de l'Île-de-France, toujours selon le scénario pessimiste. Cependant, la région normande, et plus particulièrement le Cotentin, devrait mieux résister que d'autres régions en France à la hausse prévisible des températures, bien que des aménagements anticipés restent nécessaires.



QUELS ENJEUX DE TRANSITION POUR LES QUARTIERS ?

En ce qui concerne les précipitations, le scénario optimiste présente peu de changements, tandis que le scénario pessimiste prévoit trois semaines de pluie en moins en moyenne. Ces précipitations seraient plus rares mais aussi plus intenses, entraînant des

problèmes d'érosion des sols, d'inondations, ce qui aura des conséquences sur la qualité des eaux de surface et souterraines, notamment la salinisation croissante des nappes phréatiques.



En fonction des deux projections (+1,1°C ou +3,3°C), la fréquence des précipitations va largement diminuer sur l'ensemble du territoire en 2100.

L'impact du changement climatique sur les quartiers politique de la ville n'est pas en reste : les zones urbaines des boucles de la Seine, notamment dans l'agglomération rouennaise, sont sujettes aux risques d'inondations, et si notre représentation des quartiers prioritaires comme des espaces gris et minéraux est de plus en plus à nuancer, de grandes zones non végétalisées demeurent, permettant aux phénomènes d'îlot de chaleur de se développer, a fortiori dans des territoires encore largement pensés pour la voiture, responsable de grandes quantités de CO₂ relâchées dans l'air.

Ces éléments soulignent l'urgence d'actions préventives et d'adaptation face aux défis imminents du changement climatique en Normandie.

Des synthèses du GIEC normand sont attendues pour fin avril 2024.

En savoir plus:

[Webinaire #1
« Transition écologique et politique de la ville, les principaux enjeux »](#)

[La page du GIEC normand](#)



Transition écologique et Politique de la ville



Quels sont les principaux enjeux dans les quartiers normands ?



Absente en tant qu'axe dans les contractualisations précédentes mais néanmoins travaillée de multiples façons (mobilité, santé, emploi, cadre de vie...), la transition écologique est affirmée comme un enjeu majeur des quartiers populaires et pour les populations précaires dans les publications du Gouvernement sur la politique de la ville, mais aussi dans d'autres démarches comme le Pacte des solidarités.

Pour se saisir au mieux de cet enjeu transversal encore peu traité dans la politique de la ville, le Centre de ressources politique de la ville de Normandie a entrepris une enquête pour mieux comprendre et faire retour le 21 juin en webinaire des constats, des actions et des projets pour le développement durable des quartiers prioritaires.

A ce titre, 18 entretiens ont été menés avec des mairies, des intercommunalités et quelques institutions régionales, ce qui nous a permis de recueillir un constat sur 13 territoires.

Le premier constat dressé est **le manque de lien entre les services politique de la ville et les services développement durable**. Des coopérations poussées existent pour autant dans certains territoires, notamment sur la Métropole de Rouen Normandie et ses communes composantes.

La politique de la ville et la transition écologique ont pour trait commun d'être des politiques transversales, qui dans un idéal ne devraient pas être traitées de façon sectorielle mais de manière transversale. Pour autant à ce jour, **la politique de la ville est peu voire pas intégrée dans les plans locaux de développement durable** comme les Projets alimentaires territoriaux (PAT) ou les Plans climat air énergie territoriale (PCAET) et inversement. Néanmoins, la plupart des acteurs interrogés expriment une volonté de travailler davantage sur cette intégration à l'avenir. A ce titre, le Gouvernement dans son décret de fin août 2023 souhaite une plus grande interconnexion entre les contrats de ville, les pactes des solidarités ainsi que les contrats de relance et de transition écologique.

Les techniciens de la politique de la ville partagent des avis nuancés sur l'intérêt perçu des habitants pour les préoccupations écologiques. Certains estiment que ces préoccupations sont éloignées des habitants les plus précaires, tandis que d'autres voient une corrélation avec des préoccupations quotidiennes financières, de santé et de bien-être.

Bien qu'il n'y ait pas de stratégie globale de transition écologique, des projets ponctuels sont déjà en cours. Les façons de travailler le développement durable sont nombreuses, voici les thématiques évoquées lors de ces entretiens :

- **L'espace public** : les quartiers prioritaires sont encore des territoires très minéralisés et bétonnés, et les îlots de chaleur sont vus comme un problème qui va prendre de l'ampleur. Les NPNRU à ce titre sont des catalyseurs de projets durables, l'ANRU ayant des exigences à ce sujet. Des projets d'écoquartier (Lisieux), verdissements de cours d'école (Argentan) et des *coulées vertes*

(Dieppe, Lisieux) sont en projet pour lutter entre autre contre les îlots de chaleur urbaine.

- **Les consommations** : les freins financiers rencontrés par les habitants des quartiers prioritaires sont considérables pour se chauffer, isoler leur logement (la part de locataires en QPV est par ailleurs plus élevée) et pour se meubler. Les actions sur les consommations sont vues par plusieurs interlocuteurs comme le moyen le plus concret pour sensibiliser les habitants, car ils touchent concrètement le quotidien. Outre les projets de construction de logements à bonne isolation thermique, des partenariats comme sur des QPV de l'Eure offrent une information pour les particuliers sur la rénovation énergétique. Si travailler sur les écogestes n'est pas inintéressant d'un point de vue environnemental, c'est bien l'approche financière (économie d'énergies par exemple) qui revêt le plus d'enjeu pour des publics plus sobres que la moyenne nationale malgré eux.

En Normandie en 2023

62 QPV pour

21 contrats de ville

22 NPNRU

2 Quartiers résilients

Pour cette enquête

18 entretiens

13 territoires interrogés

1 agence d'urbanisme

1 acteur régional (ANBDD)



- **L'économie circulaire** : l'économie circulaire a un grand potentiel dans les QPV : outre la réutilisation des matériaux qui est de plus en plus systématique dans les grands chantiers, des partenariats se nouent entre ressourceries, ateliers de réparation et CCAS ou centres sociaux pour développer le réemploi d'objets et l'accès à moindre coût aux biens.
- **La gestion des biodéchets** : enjeu très repéré par les mairies puisque l'obligation de fournir la possibilité de composter les biodéchets va amener à installer de nouveaux équipements dans les logements collectifs, très représentés en QPV.
- **Les mobilités** : la promotion et l'installation d'infrastructures pour les mobilités douces et actives sont des politiques importantes de cohésion des territoires. Sur l'accès aux mobilités, les garages solidaires et les maisons du vélo se développent sur le territoire, tout comme des systèmes de tarification sociale de location de vélo qui se mettent en place sur la Métropole Rouen Normandie. Des travaux d'infrastructures ont aussi lieu sur les QPV normands, comme des locaux pour garer vélos et scooters, un frein important à la possession de 2 roues.

Quelles connexions entre le monde de la politique de la ville et du développement durable ?

Ces entretiens ont laissé à voir le peu de lien entre services développement durable et politique de la ville. Des démarches nationales territoriales, surtout en lien avec les NPNRU, mettent une lumière sur la transition des QPV, parmi lesquels les Quartiers fertiles (aucun en Normandie) et les Quartiers résilients (les Hauts-de-Rouen et le Centre-ville de Val-de-Reuil).

Les connexions entre contrat de ville et autres contractualisations sur le développement durable du territoire (PCAET, PAT...) sont aussi peu nombreux voire inexistants, mais l'année 2023 a vu la volonté du national à voir ces liens se multiplier, au premier lieu avec les CRTE et surtout le Pacte local des solidarités, lui-même doté d'un volet Transition écologique, pour un public similaire.

Si le terme de transition écologique ne fait pas consensus, il existe un accord général pour passer à l'action. Si à ce jour les données statistiques à l'échelle des QPV manquent à ce sujet, les diagnostics à large échelle, et les retours des acteurs locaux démontrent la nécessité d'intégrer davantage ces enjeux à la politique de la ville.

La transition des quartiers nécessitera probablement une mobilisation accrue

des habitants, et les débats en 2020 sur des Contrats territoriaux de relance écologique qui engloberaient les actions politique de la ville montre une réflexion sur une intégration entre politique de la ville et transition écologique à repenser. Cette intégration est d'autant plus pertinente que ces deux domaines poursuivent un même objectif de justice sociale.

Webinaire « Des actions et ressources en quartiers prioritaires »

En septembre 2023 l'ORS-CREAI Normandie a animé un second webinaire Transition écologique et politique de la ville consacré aux ressources et actions en œuvre sur les quartiers prioritaires normands. La Métropole Rouen Normandie et la ville de Lisieux avaient présenté des actions, et l'ANBDD son offre de services. Si l'Observatoire régional des quartiers s'étoffera dans un second temps de fiches d'expérience sur des actions de développement durable en quartiers prioritaires, nous vous proposons ici de revenir sur la présentation de l'ANBDD et de quelques outils pour vous épauler dans vos missions.

[Webinaire #2 « Des actions et ressources en quartiers prioritaires »](#)



L'Agence normande de biodiversité et de développement durable (ANBDD)

L'ANBDD, née en 2020 de la fusion de plusieurs services, est un centre de ressources qui propose plusieurs outils et services pour soutenir les politiques de développement durable parmi lesquels:

- Le bottin de la SNATE, annuaire des acteurs du développement durable
- Plusieurs lettres d'information thématiques, dont une portant sur la précarité et le développement durable
- Des fiches d'expériences et des visites de terrain
- Des animations de journées et de réseaux, parmi lesquels celui des ambassadeurs des Objectifs de Développement Durable (ODD)

Elle s'adresse aux professionnels et a pour missions de :

-  Contribuer **au développement, à la mutualisation et à la vulgarisation des connaissances** sur la biodiversité et le développement durable.
-  **D'animer des réseaux d'acteurs**, en apportant conseils et aide à la réalisation de projets, en expérimentant.
-  De créer des **outils d'aide à la décision** et en valorisant des **retours d'expériences** régionaux.
-  Et de **créer des liens** entre l'ensemble des acteurs du territoire, collectivités, entreprises, enseignement supérieur, recherche, associations, etc.

Site internet : <https://www.anbdd.fr/>

Téléphone : 02 31 06 78 89

Newsletters : <https://www.anbdd.fr/ressources-et-medias/lettres-thematiques/>



Quelques ressources



Diagnostics :

Si les données à échelle quartier manquent à ce jour, des éléments à plus haute échelle peuvent néanmoins contribuer au diagnostic d'un territoire sur ses vulnérabilités et sa participation au réchauffement climatique, voici quelques sources :

- La DREAL a lancé en octobre [l'Observatoire normand des transitions](#), qui recouvrent de nombreuses données à échelle EPCI
- [L'ATMO Normandie](#) permet de connaître la qualité de l'air à l'adresse
- Le think thank *Shift Project* a rassemblé des données sur l'émission en CO2 des territoires de manière lisible, pour chaque commune sur le portail [Territoires au futur](#)



Mobiliser et sensibiliser

- Les « Fresques » permettent de sensibiliser aux causalités et aux conséquences de nombreux sujet : climat, aménagement du territoire, mobilités ou encore le numérique. Ces fresques de 3 heures environ sont proposées un peu partout en France. Les formés peuvent être formateurs par la suite (portail vers [la fresque du climat](#))
- La boîte à outils du Centre Ressource du Développement Durable, notamment sur la mise en récit, est un support pour mobiliser autour des enjeux climatiques ([kit mise en récit du CERRD](#))



Se former

- [Le page Transitions du CNFPT](#) compile des éléments importants sur la transition écologique pour les agents de la fonction publique, et propose des formations à ce sujet. Des Mooc sont également disponibles sur le site FunMooc, comme celui sur les [Méthodes et outils pour la ville durable](#), animé par l'ADEME et le CNFPT.
- D'autres OPCO comme Uniformation (OPCO métiers du social) proposent également des formations et ont un [dossier sur la transition écologique](#).



Trouver des soutiens

- Le [Bottin de la SNATE](#) de l'ANBDD, rubrique être financé et être accompagné, donne un aperçu des institutions aidantes sur des projets de développement durable
- [L'ADEME](#) finance également des actions
- Ainsi que la [Région Normandie](#) sur ces enjeux
- Le [Fonds vert](#), dont 15% doit être fléché sur les QPV comme annoncé par le Comité interministériel des villes d'octobre 2023, finance également des projets d'investissements.



Agir concrètement

- La [Boîte à outils pour les élus](#) réalisée par le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et le Ministère de la Transition énergétique, livre des pistes pour agir sur sa collectivité.
- Le groupe thématique sur la Transition écologique des CRPV est en train de produire un kit compilant de nombreux outils sur les multiples aspects de la transition écologique. En attendant sa réalisation prévue début 2024, les CRPV ont produit des réalisations qui devraient intéresser toutes personnes cherchant des exemples d'actions et de méthodes concrètes :
 - [Prise en compte des enjeux de Transition Ecologique, recueil de méthodologies](#), Villes & Territoires Occitanie, 2023
 - [Participation citoyenne dans la transition écologique des quartiers. Comment les habitants se réapproprient les enjeux écologiques ?](#) RésOvilles, 2023
 - [Comment intégrer les transitions dans les futurs contrats de ville ?](#) : retour sur le webinar du 16 mai 2023
 - Et bien d'autres sur [le portail Cosoter](#) du Réseau national des CRPV



ORS ♦ CREA NORMANDIE

CENTRE RESSOURCES SANTÉ, VULNÉRABILITÉS
& POLITIQUE DE LA VILLE

Directrice de publication :
Pascale DESPRES

Rédaction et conception :
Gautier DELAHAYE

ORS CREA Normandie
3 place de l'Europe
14200 HEROUVILLE ST CLAIR

www.orscreainormandie.org

contact@orscreainormandie.org